

ARLES ZOOM SUR... LES CENTRES SOCIAUX

Les opposants à la délégation de service public s'invitent au conseil d'administration de l'Epacsa

 1 min • L.T.

/PHOTO V. FARINE

À l'initiative du comité local du Nouveau Front populaire, un rassemblement avait lieu, hier à 17 h, peu avant le conseil d'administration (C.A.) de l'établissement public administratif des centres sociaux arlésiens (Epacsa) pour dénoncer la décision de la municipalité de placer la structure en délégation de service public (lire notre édition d'hier), sujet qui figurait à l'ordre du jour de la réunion. La tentation était trop grande pour ne pas faire intrusion dans la salle de l'espace Saint-Césaire où allait se tenir le C.A. présidé par l'adjoint au maire Érick Souque, lequel accepta de donner la parole aux manifestants. Nicolas Koukas a appelé à ouvrir "**la concertation**" avant d'entériner une décision qu'ils pourraient "**demain regretter**". Puis Mohamed Rafai a estimé la "**méthode**

désastreuse" qui se traduit par "**on fait avec les gens, pas à leur place**". Quant à leur collègue de l'opposition municipale Jean-Frédéric Déjean, il a dit se sentir "**profondément méprisé en tant qu'administrateur**" de l'Epacsa, accusant la municipalité de "**démanteler tous les outils publics ou semi-publics**" avec le risque de céder l'action sociale "**aux appétits du secteur marchand**". Enfin, un représentant des personnels, membre du syndicat FSU, a affirmé que "**l'action sociale n'est pas la priorité de cette équipe municipale. Avec ce projet de DSP, c'est une casse du service public et un message méprisant à l'encontre des Arlésiens résidant dans les quartiers du Trebon et de Barriol**". Des personnels dont Marie Andrieu, autre administratrice de l'Epacsa issue de l'opposition, a rappelé la "**souffrance**" et les "**sous-effectifs**". Et de s'inquiéter : "**Que vont-ils devenir ?**".